

INSTITUT JACQUES DELORS

Newsletter Brexit



EDITO

Pédagogie du Brexit

Le Brexit est une très mauvaise nouvelle. Cet événement sans pareil est bien plus significatif que le simple fait de passer de 28 à 27 Etats membres. La sortie du Royaume-Uni prive l'Union européenne de la puissance dont ce grand pays est porteur. C'est un rétrécissement de population pour l'Union, qui passera le 31 janvier sous la barre du demi-milliard d'habitants (à 446 millions), ainsi qu'une perte sèche d'influence et de rayonnement. Un mauvais signal est envoyé au monde quand l'UE cherche à y peser de manière plus géopolitique. C'est enfin sinon le renoncement du moins l'éloignement pour longtemps du projet d'unir le continent auquel, n'en déplaisent aux Anglais, appartient la Grande-Bretagne. Pour paraphraser Paul Valéry, avec le Brexit, nous autres, Européens, nous savons maintenant que nous sommes mortels.

Le retrait légal et symboliquement fort du Royaume-Uni présente au moins des vertus pédagogiques. Tout regrettable qu'il soit, le fait que le Brexit ait bien lieu montre la nature originale de notre Union. Celle-ci n'est pas un nouvel empire, contrairement à ce qu'en dépeignent ses détracteurs. L'article 50 du traité européen, clause de sortie qu'on croyait destinée à rester un cas d'école théorique, s'applique effectivement. Mais la possibilité désormais bien réelle de sortir de l'Union renvoie au choix tout aussi effectif d'y rester. Depuis le référendum britannique de 2016, les Vingt-Sept auront implicitement réaffirmé le choix de rester. Un Etat n'est pas membre de l'UE par défaut mais par volonté. C'est une pédagogie de la démocratie.

Autre vertu pédagogique du Brexit, celle du réalisme. La sortie donne un enseignement grandeur nature de ce qu'est l'Union européenne en pratique. La longue négociation de l'accord de retrait et sa pénible ratification britannique auront permis aux Britanniques et, au-delà, à tous les Européens de (re)découvrir ce que signifie, concrètement, le

marché intérieur, ce qu'apporte l'union douanière et ce que représente la citoyenneté européenne, entre autres. C'est au moment de quitter l'Union que toutes ces réalisations, le plus souvent invisibles au quotidien, trop évidentes pour être remarquées, sont soudainement apparues comme palpables, qu'elles prennent du relief et tout leur sens. Le Brexit fait une démonstration par l'absurde de ce qu'est l'Union européenne en profondeur.

Une démonstration que les Européens se sont faites aussi à eux-mêmes. Si « *Brexit means Brexit* », comme l'avait souligné Theresa May, « *EU means EU* », ont répondu en somme les Européens, d'une seule voix, sous la conduite de leur négociateur, Michel Barnier. Contrairement aux funestes prévisions du Brexiter Nigel Farage, l'Union européenne ne s'est pas évaporée à la suite du Brexit. Elle a prouvé au contraire la solidité éprouvée de sa construction. En un mot, l'Europe existe, les Brexiteurs l'ont rencontrée.

L'événement valait une édition spéciale de notre *newsletter*, avec nos toutes dernières analyses des effets du Brexit dans les opinions publiques, de ses conséquences immédiates au Parlement européen ainsi qu'une reprise de nos nombreux récents décryptages et interventions médiatiques de ce qui reste, sur le fond, un triste épisode.

Sébastien Maillard
Directeur de l'Institut Jacques Delors

21/01/2020

LE BREXIT VA-T-IL BOULEVERSER LE PARLEMENT EUROPÉEN ?

Beaucoup d'émotion lors de la dernière session du Parlement européen en janvier à Strasbourg. Pas pour les 29 députés du Brexit Party de Nigel Farage élus en mai 2019 (ni pour le seul député conservateur pro-Brexit), et qui s'étaient retournés lorsque les musiciens ont joué l'hymne européen lors de la session inaugurale de juillet 2019. N'ayant pas trouvé de compères dans le nouveau Parlement, ils siègent parmi les Non-Inscrits. Mais pour les 43 autres députés (travailleurs, libéraux, verts, conservateurs, tous opposés au Brexit), le départ du Parlement européen le 31 janvier est un déchirement. Pour nombre de leurs collègues des autres pays aussi.

Christine Verger, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors, nous livre quelques chiffres révélant l'impact du Brexit sur le fonctionnement du Parlement européen.



[En Savoir Plus](#)

Christine Verger

05/11/2019

LE BREXIT À L'HEURE DE LA GUERRE COMMERCIALE MAUVAIS TIMING POUR LE « TAKE BACK CONTROL »

La crise politique britannique a occulté la transformation de l'économie politique du Brexit qui a eu lieu depuis le référendum de 2016. Pourtant l'objectif de ce vote, take back control, est bien plus difficile encore à atteindre dans un contexte international chaotique et fragmenté. Le retrait de l'UE s'avère plus complexe que prévu. Au moment du vote, la question de la frontière irlandaise n'avait pas été anticipée et trois ans plus tard les modalités d'une sortie ordonnée continuent à alimenter d'intenses débats. Par ailleurs, se retirer de l'UE ne suffit pas à doter le Royaume Uni (RU) d'une stratégie économique post-Brexit. Le slogan Global Britain, devenu le leitmotiv des Brexiteurs, est une aspiration nostalgique à retrouver l'influence de l'Empire britannique à partir « d'ambitieux accords commerciaux avec tous les partenaires du monde entier », bien plus qu'un plan concret pour renforcer l'attractivité du RU en dehors de l'UE. Mais surtout, le contexte économique mondial est moins favorable à un Royaume-Uni autonome.



[En Savoir Plus](#)



@elvirefabry

Micol Bertolini

17/10/2019

SUCCÈS DES BREXITERS, ÉCHECS DU BREXIT

Alors que les négociations entre les Vingt-Sept et le gouvernement de Boris Johnson sur l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'UE rentrent dans leur sprint final, les Brexiters semblent sur le point d'atteindre finalement leur but. Boris Johnson, devenu Premier ministre, défend, avec ses conseillers les plus proches (au premier rang desquels Dominic Cummings), l'option d'un hard Brexit voire d'un no deal, au 31 octobre. À l'approche de cette échéance, la question se pose avec plus d'acuité que jamais : « Le Brexit va-t-il réussir » ?



[En Savoir plus](#)



@Th_Chopin

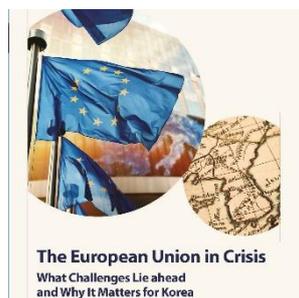
23/05/2019

BREXIT : CE QUE L'ON SAIT ET LES GRANDES INCONNUES POUR LE ROYAUME-UNI, L'UE ET LES PAYS TIERS, NOTAMMENT LA CORÉE DU SUD

Elvire Fabry, chercheur senior à l'Institut Jacques Delors, a contribué au rapport de l'Institut Coréen de politique économique internationale (KIEP) «L'Union européenne en crise. Défis à venir et impact sur la Corée du sud» (Décembre 2018).

Après des mois de délibérations sur les modalités d'un accord de retrait, parvenir à un Brexit ordonné reste une gageure. En rejetant la possibilité de choisir parmi les droits et obligations des États membres de l'UE, les Européens ont restreint les options possibles pour les futures relations post-Brexit. Cependant les partis politiques britanniques restent très divisés sur les priorités du Brexit. Sans majorité claire pour un quelconque scénario, le processus de retrait reste suspendu aux spasmes de la vie politique britannique et la probabilité d'un «No deal» ou d'un «No brexit» augmente.

Pour évaluer l'impact du Brexit sur le Royaume-Uni, l'UE et les relations commerciales avec les pays tiers, Elvire Fabry dresse un état des lieux des négociations et des scénarios post-Brexit possibles. Elle évalue ensuite les obstacles qui jalonne une politique commerciale britannique autonome, notamment la possibilité pour le RU de négocier une transition pour les accords de libre-échange de l'UE.



[En Savoir plus](#)



@elvirefabry

20/09/2018

GUIDE DU BREXIT ET DES FLUX DE DONNÉES

Les données personnelles et les transferts de données n'étaient probablement pas à l'esprit de nombreux Britanniques lorsqu'ils ont voté le 23 juin 2016. Cependant, les relations futures en matière de transfert de données et de protection des données vont probablement avoir un impact économique l'UE27 à long terme.



[En Savoir plus](#)



@paul2jasper

20/02/2018

BREXIT : SCÉNARIOS POTENTIELS EN EAUX TURBULENTES

Développé sous la pression croissante d'une réduction déjà significative des investissements directs étrangers et des appels des milieux d'affaires pour maintenir des liens économiques étroits avec l'UE, le « livre blanc » de Theresa May daté du 12 juillet représentait une première tentative de discussion sur le futur partenariat économique et de sécurité avec l'UE. Sur la base de ce document et des précédentes séries de négociations nationales et bilatérales, à quoi pouvons-nous nous attendre en termes de relations commerciales futures, qui seront l'épine dorsale des relations futures ? Comment les scénarios diffèrent-ils en ce qui concerne la question de la sécurité, que le gouvernement britannique présente comme le deuxième grand pilier de la relation future ? Le partenariat pour la sécurité proposé par le Royaume-Uni couvre un large éventail de domaines politiques, y compris la sécurité intérieure et la coopération au développement. Nous nous concentrons ici sur le cœur de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, à savoir la sécurité et la défense.



En Savoir plus



@elvirefabry

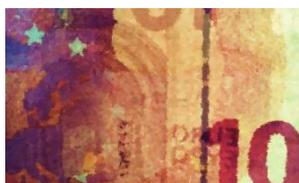


@Nic_Koenig

02/02/2017

QUEL AVENIR POUR L'UNION DES MARCHÉS DE CAPITAUX APRÈS LE BREXIT ?

Le marché des capitaux du Royaume-Uni joue un rôle central au sein du système financier européen. Dans ce Policy Paper, Philipp Ständer, chercheur senior au Jacques Delors Center, analyse les conséquences politiques et économiques du Brexit sur l'Union des marchés de capitaux en Europe : premièrement, quelle serait la nature des liens financiers entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni, une fois que celui-ci aura quitté l'UE ? Le Royaume-Uni ayant été un de ses fervents soutiens, le Brexit aura-t-il pour conséquence d'amoindrir l'appui politique dont bénéficie actuellement l'UMC ? Enfin, le Brexit permettra-t-il une réforme institutionnelle et politique de l'Union des marchés de capitaux ?



[En Savoir plus](#)



@P_Staender

20/09/2018

GUIDE DU BREXIT ET DES FLUX DE DONNÉES

Les données personnelles et les transferts de données n'étaient probablement pas à l'esprit de nombreux Britanniques lorsqu'ils ont voté le 23 juin 2016. Cependant, les relations futures en matière de transfert de données et de protection des données vont probablement avoir un impact économique l'UE27 à long terme.



[En Savoir plus](#)



@paul2jasper

20/02/2018

BREXIT : SCÉNARIOS POTENTIELS EN EAUX TURBULENTES

Développé sous la pression croissante d'une réduction déjà significative des investissements directs étrangers et des appels des milieux d'affaires pour maintenir des liens économiques étroits avec l'UE, le « livre blanc » de Theresa May daté du 12 juillet représentait une première tentative de discussion sur le futur partenariat économique et de sécurité avec l'UE. Sur la base de ce document et des précédentes séries de négociations nationales et bilatérales, à quoi pouvons-nous nous attendre en termes de relations commerciales futures, qui seront l'épine dorsale des relations futures ? Comment les scénarios diffèrent-ils en ce qui concerne la question de la sécurité, que le gouvernement britannique présente comme le deuxième grand pilier de la relation future ? Le partenariat pour la sécurité proposé par le Royaume-Uni couvre un large éventail de domaines politiques, y compris la sécurité intérieure et la coopération au développement. Nous nous concentrons ici sur le cœur de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, à savoir la sécurité et la défense.



[En Savoir plus](#)



@elvirefabry



@Nic_Koenig

22/01/2020

LE BREXIT N'A PAS SÉDUIT LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES, AU CONTRAIRE

Ce qui a été moins analysé, c'est l'impact politique du Brexit sur les opinions publiques. Or, au moment où le Royaume-Uni est sur le point de sortir de l'UE, il apparaît clairement que le Brexit a eu un effet limité sur les opinions publiques des 27 Etats membres de l'UE et que les partis politiques eurosceptiques (partout existants) ne sont pas parvenus à capitaliser sur le départ des Britanniques de l'UE.

Article de Thierry Chopin, professeur de science politique à l'Université catholique de Lille (ESPOL), conseiller special à l'Institut Jacques Delors, et Christian Lequesne, professeur de science politique à Sciences Po, ancien directeur du Centre de recherches internationales (CERI).



[En Savoir Plus](#)



@Th_Chopin

20/09/2019

'NO DEAL' BREXIT AND THE EU BUDGET: BEWARE THE RISK FOR EU UNITY

Contrary to the initial fear that Brexit could have a domino effect on other member states or would be a divisive issue, the 27 have so far maintained an impressive degree of unity. Apart from conducting the withdrawal talks, the Commission has also played a major role in actively scrutinising and anticipating the impact of a potential 'no deal' Brexit. Yet, there is still a blind spot in the contingency planning which has the potential to create a breach in the European unity: if the UK stops payments by November 1th, how to compensate for the EU budget shortfall? A strategy to deal with this financing gap needs to be anticipated without further delay.



En Savoir plus



@eulaliarubio



@elvirefabry

21/11/2017

COMPRENDRE LA « FACTURE DU BREXIT »

L'accord financier avec le Royaume-Uni, également appelé « facture du Brexit », porte sur le paiement dû à l'Union européenne par le Royaume-Uni pour honorer sa part des engagements financiers pris conjointement avec les autres États membres européens alors qu'il appartenait encore à l'UE. Dans les médias et les discussions publiques, on constate une certaine confusion concernant la nature de ce paiement mais aussi les arguments juridiques et politiques justifiant la demande de l'UE. De ce fait, Eulalia Rubio, chercheuse senior à l'Institut Jacques Delors, rappelle ce que comporte cette facture et quelle est la position de l'Union européenne dans ce dossier.



[En Savoir plus](#)



@eulaliarubio

20/02/2018

BREXIT : TRANSITION MODE D'EMPLOI

Ce Policy paper par Elvire Fabry, chercheuse senior à l'Institut Jacques Delors, et Marco de Toffol, assistant de recherche à l'Institut Jacques Delors, analyse les modalités de cette transition, qu'il s'agisse des aménagements de cette inconfortable asymétrie qui font encore débat (libre circulation des personnes, recours possibles du Royaume-Uni pour faire valoir ses intérêts, ...) ou de certaines politiques qui devraient d'ores et déjà faire l'objet d'un accord post-Brexit sans attendre la fin de la transition (aviation civile, sanctuarisation de la contribution britannique au programme-cadre de l'UE



[En Savoir plus](#)



@elvirefabry

Marco de Toffol

30/11/2017

LE BREXIT ET L'IMBROGLIO FRONTALIER IRLANDAIS

Ce Policy Paper, écrit par Aziliz Gouez, anthropologue française et ancienne plume du Président irlandais, présente chacun des trois grands défis que le Brexit soulève de manière spécifique pour l'Irlande, à savoir, l'avenir de la « Zone de voyage commune » entre l'Irlande et le Royaume-Uni, les risques pesant sur le processus de paix et l'Accord du Vendredi Saint, et l'épineuse question de la frontière entre la République et l'Irlande du Nord. Aziliz Gouez s'applique à clarifier les termes du débat, à apporter les éléments d'éclairage historique et politique nécessaires à la compréhension des réalités irlandaises, et à distinguer les chapitres sur lesquels un vrai accord a été trouvé entre le Royaume-Uni et l'UE de ceux qui ne manqueront pas de ressurgir dans la seconde phase des négociations.



[En Savoir plus](#)



@AzilizGouez